



# Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 318 du 21 janvier 2023

Au sommaire :

- **Minoritaires à l'Assemblée, rejetés dans le pays, Macron, Attal, Oudéa-Castéra, Dati and co s'agitent dans le vide. Ne laissons pas le terrain à l'extrême droite - Laurent Delage**
- **Grandes manœuvres de l'Otan, fébrilité guerrière, « économie de guerre ». Les maîtres du monde occidental préparent les opinions publiques à l'extension de la guerre - Galia Trépère**
- **Davos, quand le gratin économique panique devant le risque de « polarisation sociétale » - Daniel Minvielle**

## **Minoritaires à l'Assemblée, rejetés dans le pays, Macron, Attal, Oudéa-Castéra, Dati and co s'agitent dans le vide. Ne laissons pas le terrain à l'extrême droite**

Toute la semaine, Macron a multiplié les apparitions pour tenter de donner du crédit à la fable du « nouveau souffle » de ce gouvernement Attal, après le vote de la loi immigration qui ouvre la voie au RN.

Cette agitation ne peut masquer le fait que sa majorité relative est exposée, alors que près d'un quart des députés Renaissance ont voté contre ou se sont abstenus sur cette loi. Quant aux nominations au gouvernement, de Rachida Dati mise en examen pour corruption à Vautrin militante de la manif pour tous en passant par Oudéa-Castéra et ses accointances avec le très catholique collègue Stanislas, elles accentuent la crise du parti présidentiel dans une fuite en avant réactionnaire.

Au premier conseil des ministres, Macron a voulu galvaniser son gouvernement. Terminé les « états d'âme » ! « Vous n'êtes pas seulement des ministres, vous êtes les soldats de l'an II du quinquennat. [...] Je ne veux pas de gestionnaires, je veux des révolutionnaires. Ce gouvernement sera celui de la discipline républicaine »... Une posture ridicule de chef incontesté alors que Macron est rejeté comme jamais !

Il cherche à rejouer la même imposture qu'en 2017, où il a pu profiter de l'effondrement des vieux partis d'alternance en parlant de « révolution ». Mais aujourd'hui, c'est la décomposition de sa propre politique « ni droite, ni gauche » qui est en marche. C'est sur le terrain de l'extrême-droite et de sa politique xénophobe et raciste qu'il

s'agit et tente de reprendre la main pour le compte des classes dominantes, en lui ouvrant la voie vers le pouvoir.

### **Un « réarmement » contre les travailleur·es et la jeunesse**

C'était le sens même de cette conférence de presse élyséenne mardi soir, mise en scène devant un parterre de journalistes triés sur le volet, mélange d'autosatisfaction et surtout d'appel à l'ordre, de nationalisme et de chauvinisme.

Une politique qui vise en premier lieu la jeunesse et l'école. Non content de soutenir Oudéa-Castéra et ses mensonges pour justifier son choix de mettre ses enfants dans une école bourgeoise et obscurantiste, Macron a ressorti tout le vieux fatras réactionnaire.

Face à une situation critique où l'école manque de tout et surtout d'enseignants, le voilà qui ressert la Marseillaise, l'uniforme ou la « tenue unique » qu'il veut étendre à tout le pays pour 2026, la généralisation du SNU pour tous les élèves de seconde... tout lui est bon pour vanter l'ordre et le « redressement civique ». Voilà le « réarmement » qu'il prévoit pour la jeunesse, en rajoutant « ce n'est pas vieux jeu, c'est ce qui nous unit »... Pas sûr qu'elle partage son rêve d'unité derrière lui !

D'autant qu'il mène directement la politique de l'extrême-droite, jusqu'à en reprendre les formules comme cet appel à ce que « la France reste la France », un slogan de Ciotti repris par Zemmour lors de la présidentielle.

Même chose pour la « natalité » et son slogan du « réarmement démographique ». Il reprend une vieille lune du RN qui avait déposé un projet de loi « visant à faire de l'année 2024 une année dédiée à la relance de la natalité française ».

Face à ce discours en opposition à l'immigration et au droit des femmes, les réactions n'ont pas manqué, à commencer par la Fondation des femmes qui a rétorqué : « Laissez nos utérus en paix » ! Pas sûr là encore que Macron puisse enrôler les femmes, les jeunes, les travailleur.es à sa politique de chair à canons et de chair à patrons.

Il cherche à préparer l'opinion, à la soumettre à son « économie de guerre », une politique pour le compte des capitalistes français dans le cadre de la concurrence internationale qui s'intensifie.

Cela signifie une nouvelle salve d'attaques. Dès le printemps, il veut « des règles plus sévères » visant à contraindre les chômeurs à prendre les pires boulots les plus mal payés. A cela s'ajoute le salaire des fonctionnaires au mérite, l'augmentation des franchises sur les médicaments prescrits qui pourraient passer de 50 centimes à 1 euro, l'augmentation de 10 % de l'électricité en février, etc.

Dans le même temps, l'Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires depuis 2020. Soit l'équivalent des dépenses de santé en France en 2022 !

Cette offensive idéologique, sociale, politique est le complément de l'offensive militariste et guerrière. Macron a réaffirmé son soutien à la guerre génocidaire d'Israël et appelé à renforcer la guerre en Ukraine. Vendredi à Cherbourg, lors de ses vœux devant les armées et les marchands de canon, il a insisté : « la France a un rendez-vous avec son industrie de défense, une industrie en mode économie de guerre » avec « une capacité de production plus rapide et plus forte » !

Une telle politique ne peut que susciter la colère et la révolte de la jeunesse qui ne veut ni être domestiquée, ni enrôlée, mais aussi des travailleurs et des classes populaires qui n'en peuvent plus des inégalités qui explosent, de l'inflation et des politiques racistes et xénophobes visant à nous diviser.

## **Le 14, le 21 et après, abrogation de la loi immigration**

C'est ce mécontentement et cette colère qui se sont exprimés le 14 et le 21 janvier, en soutien aux sans-papiers et aux migrants, une solidarité internationaliste.

Cela s'est fait par-dessus la tête des appareils de la gauche syndicale et politique, qui avaient refusé de manifester aux côtés des collectifs de sans-papiers et de la Marche des Solidarités le 14 janvier.

L'appel du 21 janvier, au nom de la « Liberté, égalité, fraternité » et de la « République » est pour le moins consen-

suel. Au nom de « l'unité », Sophie Binet se retrouve même à faire une émission commune avec Toubon, ex ministre de Chirac. Par contre, l'unité n'est plus possible quand il s'agit de manifester avec la Marche des Solidarités !

Tous ces appareils espèrent faire pression sur le Conseil constitutionnel d'ici le 25 janvier. Une politique compatible avec le dialogue social, l'arène parlementaire et les calculs de Macron lui-même qui souhaite visiblement que la loi immigration soit retoquée à la marge pour pouvoir la promulguer.

Comme nous sommes nombreux à le crier dans les manifestations, nous exigeons l'abrogation de la loi Macron-Darmanin-Le Pen, en affirmant l'égalité des droits des travailleur.es, la régularisation de tous les sans-papiers, la solidarité de classe et l'internationalisme face aux tombeaux de démagogie chauvine.

Des débuts de blocages ont eu lieu dans des lycées et des facs et des équipes syndicales appellent à la grève le 25 janvier avec la Marche des Solidarités et des collectifs de sans-papiers, ainsi qu'à une nouvelle journée de manifestation le 3 février.

Un mouvement à la base s'organise, se renforce, veut se battre en prenant ses affaires en main. C'est à partir de ces luttes par en bas que la contestation peut s'étendre, faire céder le pouvoir et mettre un coup d'arrêt à cette montée de l'extrême-droite.

## **Combattre Bardella, c'est combattre Attal !**

En sortant de sa rencontre avec Attal, Bardella a commenté : « Le 1er ministre m'a écouté, c'était républicain, parfois même courtois, et je l'ai alerté sur ce qui me semblait être les inquiétudes aujourd'hui de beaucoup de nos concitoyens ». Une politesse bien « républicaine » qui souligne à quel point l'un comme l'autre servent les mêmes intérêts de classe.

De fait, le match est engagé entre Attal et Bardella pour savoir qui prendra la tête d'un parti de droite extrême ou d'extrême-droite dans le pays. Et poussé par Macron et son propre arrivisme, Attal n'a pas fini de surprendre. Samedi, dans le Rhône, il a donné le ton sur ses priorités : « un des enjeux [...] c'est comment garder notre identité, notre identité française, nos valeurs, nos grandes forces, dans un monde qui change et qui bouge ». Le voilà prêt à doubler Bardella sur le terrain de l'extrême-droite identitaire !

Face à la politique de droite extrême de Macron-Darmanin-Attal et la menace de l'extrême-droite au pouvoir, c'est bien l'unité de la lutte, l'unité de la contestation qu'il s'agit de construire, en regroupant les forces de ceux qui veulent en finir avec cette société capitaliste. On ne peut combattre le RN sans combattre Macron et son gouvernement, ni sans combattre l'ensemble du système que ces politiciens servent.

*Laurent Delage*

# Grandes manœuvres de l'Otan, fébrilité guerrière, « économie de guerre »

## Les maîtres du monde occidental préparent les opinions publiques à l'extension de la guerre

J eudi dernier, le général américain Christopher Cavoli, chef d'état-major suprême des forces de l'Alliance en Europe, annonçait les plus grandes manœuvres de l'Otan « depuis des décennies ». L'exercice baptisé « *Défense inébranlable* » fera intervenir pendant plusieurs mois 90 000 soldats, 1100 véhicules de combat, 80 avions et 50 navires « contre un adversaire de taille comparable », à savoir, sans la nommer, la Russie.

Le dimanche précédent, le quotidien allemand « Bild » avait publié une note classée « *secret-défense* » de l'armée allemande, qui imagine entre autres scénarios celui d'une escalade militaire provoquée par une Russie victorieuse de l'Ukraine et conduisant dans l'année 2025 à un affrontement direct entre l'Otan et celle-ci. Une hypothèse sans fondement qui ne vise qu'à accréditer la seule responsabilité de Poutine dans la guerre actuelle pour justifier de nouveaux plans dans l'offensive militaire de l'Otan.

Après la reprise de frappes meurtrières de l'armée russe sur les villes ukrainiennes depuis la fin décembre, les va-t-en-guerre des puissances occidentales ont accentué leur propagande guerrière contre Poutine, faisant de la Russie une puissance militaire qui menacerait à court terme non seulement ses voisins mais tout le reste de l'Europe.

Leur pantin Zelensky, à qui ils ont offert d'intervenir en premier à la tribune du forum mondial de Davos a surenchéri : « Il [Poutine] se délecte des conflits qui font souffrir les autres. Il reçoit plus d'armes de la Corée du Nord et de l'Iran. Nous tous, dans le monde libre, existerons tant que nous nous opposons à de tels régimes », a-t-il lancé, avant de réclamer une « *décision forte* » : « Les avoirs russes [300 milliards de dollars] doivent être gelés et utilisés pour la reconstruction de l'Ukraine. Poutine doit se repentir de ce qu'il a fait ».

### Livraisons d'armes et « économie de guerre »

« *Armement : l'appel au secours de l'Ukraine* », titrait *Les Echos* en une du journal le 19 janvier. Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne lancée l'été dernier, c'est le leitmotiv de la propagande occidentale, destiné à prouver aux yeux de leur opinion publique que la Russie fait courir un grand danger à l'Europe, aux nations « démocratiques » qui pourraient connaître un nouveau « Munich » -comme en 1938 face à Hitler- si on n'assurait pas sa défaite.

L'armée ukrainienne a pu se vanter d'avoir abattu 85 avions de combat russes de type chasseur bombardier et, dernièrement, au-dessus de la mer d'Azov, un avion AWACS (avion transportant des systèmes de détection et un poste de commandement aéroporté). Elle aurait détruit également 10 000 engins terrestres et plusieurs bâtiments de la marine russe à Sébastopol. Elle devrait rece-

voir dès ce printemps des avions de chasse de fabrication américaine F16 dont il aura fallu au préalable former les pilotes et elle réclame aujourd'hui des avions d'attaque américains A-10 Warthog.

Banques, Etats de l'Union européenne et l'UE elle-même en tant qu'institution ont accordé au gouvernement ukrainien 85 milliards d'euros d'aide depuis l'agression russe du 24 février 2022 et les Etats-Unis, 100 milliards de dollars. Outre les 50 milliards encore en discussion dans l'UE du fait du blocage de la Hongrie, et 61 milliards aux Etats-Unis eux aussi encore bloqués par l'opposition d'une partie des Républicains au Congrès, de nombreux accords bilatéraux, comme celui signé récemment par le Royaume Uni, et annoncé tout dernièrement par Macron pour la France prévoient la livraison de nouveaux matériels, 78 canons Caesar, entre autres, de la France par exemple.

Ce n'est évidemment pas par amour de la liberté et de la démocratie que les puissances occidentales multiplient les aides à l'Ukraine. Il devient évident que la guerre fait partie de leurs projets stratégiques, politiques, pour assurer leur suprématie en ce qui concerne les USA, leur part d'influence pour les autres, qui peut se traduire en autant de marchés, d'accès à des matières premières et main d'œuvre à bas coût pour leurs multinationales, aux prises avec une concurrence de plus en plus aiguë.

La guerre, par ailleurs, les investissements dans l'industrie d'armement, sont un moyen de continuer à subventionner les capitalistes. C'est ainsi que le groupe Nexter qui est issu entre autres des groupes de l'industrie nationale d'armement GIAT industrie et SNPE produit aujourd'hui les canons Caesar (ainsi que les obus de 155 mm qui leur sont destinés) et les chars AMX... Auditionné par la commission de défense nationale de l'Assemblée à l'automne dernier, un de ses dirigeants a expliqué : « *Nexter est capable de produire aujourd'hui 60 000 obus par an, production qu'il est capable de porter à 90 000 en réalisant des investissements. Aller au-delà implique la construction d'usines supplémentaires et le recrutement de nombreux personnels, souvent hautement qualifiés, autant de coûts impossibles à rentabiliser s'il n'y a pas de commandes régulières sur la durée* ». Nexter n'a pas d'inquiétude à se faire, l'État français, l'UE promettent des aides pluriannuelles à l'Ukraine... Et ils soutiendront le « *courageux peuple ukrainien aussi longtemps qu'il le faudra* ».

### Notre solidarité avec les peuples ukrainien et russe

Du côté de la Russie, la population paie le prix fort d'une guerre qui ne sert que la volonté de pouvoir de Poutine et les cercles d'oligarques qu'il protège. Les industries d'armement tournent à plein régime, monopolisant



les richesses du pays alors que les salaires permettent tout juste de survivre. Comme en Ukraine, les familles comptent leurs morts et leurs mutilés tandis que la corruption enrichit les proches du pouvoir.

Dans les deux pays, le pouvoir n'arrive pas à recruter pour la guerre autrement que par la force. Le nombre de ceux qui essaient d'échapper aux réquisitions en fuyant à l'étranger ou en se cachant ne cesse de grandir. Le gouvernement ukrainien manque plus de soldats que de matériel et il a échoué à faire adopter une nouvelle loi de mobilisation qu'il doit retoquer pour la présenter à nouveau.

Le mécontentement contre la guerre, des familles des soldats, s'exprime malgré la répression en Russie et en Ukraine, la pression nationaliste et la loi martiale. C'est cette révolte, encore sourde, qui est la seule voie de salut pour les peuples.

Toute notre solidarité doit aller dans le même sens, le refus de la guerre, de la militarisation de la société, de la production de canons et d'avions de combat au détriment des productions utiles aux populations, de la satisfaction des besoins élémentaires en nourriture, logements, santé, éducation, culture. C'est le combat contre le « réarme-

ment » prôné par Macron, le refus de l'enrégimentement de la jeunesse, par l'instruction civique et morale dès son plus jeune âge, par le SNU ensuite aujourd'hui, et demain la conscription obligatoire, pour aller mourir sur les terrains d'affrontement des groupes capitalistes et d'Etats rivaux.

C'est la lutte contre le militarisme, le prolongement du nationalisme qui voudrait faire croire que nous aurions tous les mêmes intérêts, parce que vivant à l'intérieur des mêmes frontières.

Notre ennemi est dans notre propre pays, c'est la minorité richissime, parasitaire, qui accapare le fruit du travail de millions de femmes et d'hommes et ses serviteurs à la tête de l'État.

Ils mettent la guerre à l'ordre du jour. Nous mettons, nous, à l'ordre du jour, avec tous nos alliés que sont les travailleurs, les exploités de tous les pays, une nouvelle révolution qui mette à bas l'Ancien régime capitaliste et ouvre la voie à l'émancipation des travailleurs et à la coopération entre les peuples sur l'ensemble de la planète.

Galia Trèpère

---

## Davos, quand le gratin économique panique devant le risque de « polarisation sociétale »

Le *Forum économique mondial* de Davos qui vient de s'achever s'est tenu cette année sur fond d'inquiétude des maîtres du monde sur la situation mondiale dont la crise globale ne cesse de s'approfondir et perturbe leurs affaires. L'intitulé de ce forum, « *Restaurer la confiance* » témoigne de cette inquiétude, tout comme celui de son rapport introductif, « *Rapport sur les risques mondiaux* », qui constate dès son introduction -grand scoop !- que Davos se tient cette année « *dans un contexte d'accélération des changements technologiques et d'incertitude économique, alors que le monde est en proie à un duo de crises dangereuses : le climat et les conflits* ».

Ce rapport repose sur la synthèse d'une enquête menée, fin 2023, auprès de « *1 490 experts du monde universitaire, des entreprises, des gouvernements, de la communauté internationale et de la société civile* ». Il identifie et hiérarchise les divers risques qui pèsent sur les affaires des classes dominantes des points de vue économique, environnemental, géopolitique, social et technologique.

Deux préoccupations dominent largement : le « *ralentissement économique* », considéré comme un facteur premier dans la dégradation de l'ensemble de l'édifice ; et la menace de « *polarisation sociétale* », autrement dit la montée des affrontements sociaux un peu partout dans le monde : « *Le mécontentement de la société [est] palpable dans de nombreux pays, avec des cycles dominés par la polarisation, les manifestations violentes et les grèves* ».

A noter que les conflits militaires sont considérés comme moins préoccupants que les conflits sociaux. Il est vrai

que le gratin réuni à Davos ne va jamais sur les champs de bataille et que la guerre est une source inépuisable de profits. Alors que les conflits sociaux sont en germe, eux, une menace pour leur domination de classe...

Impuissantes face à l'aggravation de la crise globale qui touche leur système social et économique, les classes dominantes s'effraient de la menace sociale, riposte à leur prédation sans limite. Cela d'autant que les seules mesures susceptibles d'assurer leurs profits dans une économie en panne est d'accentuer leur guerre de classe, creusant les inégalités, nourrissant la colère sociale.

### La « polarisation sociétale » ou la logique du profit à l'œuvre

L'ONG OXFAM a publié à l'ouverture du forum son propre rapport, « [Multinationales et inégalités sociales](#) ». Elle y met en évidence le creusement des inégalités, en lien avec l'enrichissement inouï d'une infime minorité. Son étude porte sur la période de mars 2020 à novembre 2023, marquée par la pandémie de covid, la poussée de l'inflation et la guerre en Ukraine, autant de facteurs qui ont profondément aggravé la situation.

Mais pas pour tout le monde... Pendant cette période, la richesse cumulée des cinq personnes les plus riches du monde, (Elon Musk, Bernard Arnault, Jeff Bezos, Larry Ellison et Warren Buffet) a plus que doublé pour atteindre 869 milliards de dollars, soit une augmentation de 14 millions de dollars par heure... Dans leur sillage, la fortune globale de l'ensemble des milliardaires de la planète

a augmenté de 3 300 milliards de dollars, soit 34 %. En France, ils/elles sont 42 et ont empoché 230 milliards. A l'échelle de la planète, 148 grandes entreprises ont réalisé 1800 milliards de dollars de bénéfices cumulés (+ 52 %) et distribué d'énormes dividendes à leurs actionnaires.

Pendant ce même temps, des centaines de millions de personnes ont vu leurs salaires réels se réduire : « *Partout dans le monde, l'inflation est plus rapide que la hausse des salaires, si bien que des centaines de millions de personnes ont de plus en plus de mal à finir le mois avec leurs revenus* ». La fortune cumulée de 60 % de l'humanité, 4,7 milliards de personnes, a baissé de 0,2 %...

Constatant que « *depuis 2020, l'accroissement de la fortune des milliardaires et l'accumulation de profits des multinationales sont intrinsèquement liés* », que « *les grandes entreprises ont un pouvoir démesuré et sont une machine à fabriquer des inégalités* », OXFAM en appelle aux États pour « *réduire rapidement et radicalement le fossé entre les ultra-riches et le reste de la société* ». Il préconise, entre autres, d'« *augmenter les impôts des ultra-riches* », de « *réguler les multinationales* » en encadrant la part des bénéfices versés aux actionnaires, en conditionnant les aides publiques aux investissements dans la transition écologique, en imposant un écart de rémunération de 1 à 20 entre le salaire du dirigeant et le salaire médian de l'entreprise.

Ces mesures, aussi légitimes soient-elles, n'ont en réalité aucune chance d'être reprises par des Etats par nature assujettis aux intérêts des plus riches, qui sont, comme le note OXFAM, les grands actionnaires et dirigeants financiers des principales entreprises mondiales, l'oligarchie financière entre les mains de qui se concentre la propriété des moyens de production et d'échange mondiaux. Le transfert de richesses qui appauvrit l'immense majorité et enrichit le grand patronat qui règne sur l'économie mondiale à travers le réseau tentaculaire des multinationales n'est autre que le processus fondamental du capitalisme, le prélèvement insatiable par une classe totalement parasitaire de la plus-value produite par le monde du travail, le prolétariat du monde entier.

C'est pourquoi ces mesures, si elles étaient mises en œuvre, ne résoudraient en rien les contradictions qui s'exacerbent au sein du mode de production capitaliste financiarisé et mondialisé, du fait de sa propre logique interne comme des politiques développées par les Etats, les banques centrales et les institutions financières internationales à seule fin de garantir les profits et la domination de leurs donneurs d'ordre. Et qui, ce faisant, contribuent à aggraver la crise globale.

## **Un capitalisme sénile asphyxié par ses profits sans limite et les soins palliatifs prodigués par les Etats**

Comme le souligne le rapport introductif de Davos en mettant l'accent sur le ralentissement économique, un des facteurs principaux de la crise globale du capitalisme

est son incapacité à relever ses taux de croissance. Selon le FMI, la hausse du PIB mondial ne devrait pas dépasser 3 % en 2023. C'est une moyenne. Plus de la moitié des pays de la planète sont en récession. L'Europe doit se contenter d'une croissance de 0,6 %, dont 1 % pour la France, et l'Allemagne est en récession. Les USA s'en tirent avec + 4,9 %, mais leur croissance est bien plus portée par les plans massifs de financement de l'industrie de Biden que par une dynamique propre.

Ce ralentissement, qui s'est aggravé avec les perturbations du système mondial de production et des échanges dues à la pandémie de covid, à la poussée inflationniste et à la guerre en Ukraine, se manifeste en fait depuis la crise de 2007-2009.

Un de ses facteurs est une tendance chronique à la baisse de la productivité du travail (rentabilité des investissements productifs ramenée au nombre de salariés ou d'heures de travail) que l'on observe en réalité depuis la crise des années 1970, et qui persiste malgré tous les progrès réalisés dans la modernisation des outils de production, en particulier avec le développement de l'informatique et des réseaux. Tout un battage est fait aujourd'hui autour de l'intelligence artificielle dite générative, dans laquelle certains, dont Macron, voudraient voir la baguette magique qui fera franchir un saut à la productivité, revitalisant la croissance. C'est une illusion. A Davos, Sam Allman, patron d'OpenAI et créateur de ChatGPT, expliquait que le plein développement de l'IA impliquerait une augmentation considérable de la production d'électricité, impossible actuellement. Mais même si cette énergie était disponible, son coût s'opposerait à tout gain global de productivité.

La campagne de hausse des taux directeurs pratiqués ces derniers mois par les banques centrales dans le but annoncé de juguler l'inflation a également contribué au ralentissement de la croissance. Cette augmentation des taux auxquelles elles prêtent de l'argent aux banques privées a déclenché une hausse générale des taux d'intérêts qui a été un frein pour l'ensemble des crédits, aux ménages, aux entreprises et aux Etats. Avec pour conséquences le ralentissement des activités économiques, la montée des faillites d'entreprises ainsi qu'un effet explosif sur l'endettement de plusieurs pays, en particulier les plus pauvres. Selon la Banque mondiale, « *Sur les trois dernières années, 18 pays ont fait défaut sur leur dette souveraine, c'est plus que sur les deux décennies qui précèdent* ». Pour assurer le remboursement de leur dette, de nombreux pays doivent « *détourner des ressources qui jusque-là servaient à financer la santé, les hôpitaux, l'éducation ou encore la transition écologique* ».

En France, les « *défaillances d'entreprises* » ont augmenté de 35,8 % par rapport à 2022 après une hausse de 49 % en 2022. Le quatrième trimestre 2023 a été « *un des pires trimestres de ces trente dernières années* » (*Les Echos*). Cette avalanche de fermetures d'entreprises va bien évidemment entraîner la mise au chômage de nombreux travailleurs au moment même où le gouvernement se

prépare à réduire encore les droits des chômeurs. Cette nouvelle attaque participe de l'offensive globale menée contre les revenus du monde du travail, salaires, retraites, minima sociaux. Ces coupes, s'ajoutant à l'inflation, se traduisent par la baisse des salaires réels, du pouvoir d'achat et contribuent à la récession. En France, selon l'Insee, la consommation de biens a diminué de 7,8 % depuis septembre 2021.

Cette inflation ne tombe pas du ciel. Elle résulte du racket organisé par les grandes multinationales qui, prétextant les difficultés liées aux désorganisations créées par la pandémie de covid puis la guerre en Ukraine, ont profité de leur situation de monopole pour imposer de fortes augmentations de prix. Ces augmentations se sont ensuite répercutées aux différents maillons des chaînes d'approvisionnement pour ensuite frapper les consommateurs finaux, ménages, entreprises. Un rapport établi par des ONG européennes et intitulé *Taken not earned* (Volé, pas gagné) révèle que le taux moyen de marge des 20 plus grosses multinationales, dont 14 sont partenaires officiels du Forum de Davos, s'établit autour de 50 %, le double des marges considérées jusqu'alors comme « normales » dans le monde des multinationales.

C'est là que se trouve l'origine des faramineux accroissements de fortune de l'oligarchie financière. C'est là que se trouve aussi un des facteurs essentiels de l'accélération de l'« *incertitude économique* » et du « *duo de crises dangereuses, climat et conflits* », que le rapport introductif de Davos a mis en exergue.

L'approfondissement de la récession se traduit inévitablement par une exacerbation de la concurrence internationale et des affrontements pour le contrôle des marchés, des zones d'exploitation des ressources naturelles, des routes logistiques, des réseaux de communication. Ces affrontements se cristallisent au sommet entre la Chine et les USA, par le biais de mesures protectionnistes de plus en plus strictes accompagnées de bruits de bottes. Mais les autres puissances, comme les pays de l'UE ou les BRICS, entendent bien jouer leur propre jeu. Il en résulte une restructuration des relations économiques internationales, au gré des rapports de force, une « fragmentation » qui contribue à son tour au ralentissement économique, tandis que se multiplient les affrontements militaires, en Ukraine, au Proche-Orient et dans bien d'autres pays.

Comme pour incarner cette folie destructrice qui emporte le capitalisme vers la catastrophe et se retrouve jusque dans ses dirigeants politiques, les participants de Davos ont eu droit, mercredi 17, aux délires libertariens du nouveau président argentin, Milei, un apprenti dictateur qui n'hésitait pas à présenter « *l'Etat* » comme « *l'ennemi* à

*abattre* » et terminait sa harangue par son slogan de campagne, « *Vive la liberté, bordel !* »

Dans un autre registre mais lui aussi hors sol, Macron est venu développer devant un aréopage qui a su rester poli ses « *succès* » et sa « *méthode* », n'oubliant pas de préciser son intention de lancer « *un deuxième temps sur la réforme de notre marché du travail, en durcissant les règles de l'assurance chômage* » ... Un échantillon des politiques qui, sous le couvert mensonger de faire face à la dégradation désastreuse de la situation générale ne font en réalité que l'aggraver tout en accentuant cette « *polarisation sociale* » que son monde craint tant, et qui s'est déjà traduite, ici, par le mouvement des Gilets jaunes et, début 2023, par celui contre la réforme des retraites, entre autres.

## **Armer politiquement la « polarisation sociale », préparer l'affrontement**

Ce que l'élite réunie à Davos appelle « polarisation sociale » est le produit de l'exacerbation des contradictions de classe, générée par la dégradation de plus en plus insupportable des conditions de vie, la révolte qui naît des mesures iniques et arbitraires prises par des gouvernements aux ordres des plus riches, celles et ceux qui pillent littéralement la société et la conduisent dans le mur. De fait, les affrontements sociaux se sont multipliés un peu partout sur la planète depuis plus de dix ans, réponse en ordre dispersé des populations du monde entier aux ravages du capitalisme financiarisé mondialisé. Ils ne peuvent que s'accroître avec l'accélération de la déroute de ce dernier.

C'est sur ce terrain, à travers les luttes, l'organisation collective et démocratique que cela exige, que le monde du travail, la classe des exploités dont les révolutionnaires sont bien évidemment totalement partie prenante, peut prendre conscience de sa force, de sa capacité collective à mettre fin à la marche à l'abîme en s'en prenant à sa cause première, la dictature de l'oligarchie financière.

Cela suppose exproprier les grands actionnaires et patrons qui règnent sur les multinationales qui structurent l'économie mondiale. C'est-à-dire prendre le contrôle d'un appareil de production et d'échange international, interconnecté, extrêmement moderne et performant, fruit du travail des travailleurs du monde entier. En prendre le contrôle pour organiser son fonctionnement en fonction de la satisfaction des besoins de chacun, dans le cadre d'une planification démocratique, seule façon de respecter la durabilité des ressources et de restaurer les équilibres écologiques détruits par la prédation sans limite du capital.

Daniel Minvielle